ILS FERMENT LA WILAYA DEUX JOURS DE SUITE POUR L'EAU, LA ROUTE ET LE GAZ

Les citoyens de Timezrit manifestent à Boumerdès

Paradoxe algérien. Au moment où les autorités de la wilaya de Boumerdès discutaient en Conseil de wilaya sur le dossier des ressources en eau (AEP, assainissement et irrigation) des dizaines de citoyens de la commune de Timezrit organisaient, pour la seconde journée consécutive, une virulente manifestation pour exprimer leur colère au sujet du manque d'eau dans leurs robinets.

Ce mercredi, ces citoyens, encadrés par la coordination des villages de Timezrit, ont effectué un second déplacement de 50 km pour observer une seconde journée de protestation. Ils ont organisé un sit-in devant l'entrée du public de la wilaya empêchant les personnes et les véhicules d'entrer ou de sortir du siège de la wilaya.

A un moment la tension est montée de plusieurs crans et les éléments anti-émeute dépêchés sur les lieux se sont déployés pour intervenir. C'est grâce au calme des responsables de la Coordination citée plus haut que la situation n'a pas dégénéré. Les manifestants ont longtemps scandé les slogans hostiles aux pouvoir comme le fameux «ulac smah ulac !» «C'est un manque de considération envers des citoyens qui ont effectué un long déplacement pour parler aux responsables qui refusent de nous recevoir !» Crie un raisonnable de la Coordination. Il faut dire qu'à ce moment-là le wali présidait les travaux du Conseil de wilaya sur l'eau. «Avant de venir ici, nous avons écrit au chef de la daïra des Issers, nous lui avons également demandé une audience et nous avons écrit en dernier lieu au wali. Personne n'a daigné nous écouter.»

Le principal problème listé dans le lettre de doléances des manifestants, les habitants de Timezrit le vivent depuis des décennies. Il s'agit bien entendu de la pénurie d'eau. Nous leur expliquons que lors de la dernière visite du ministre des Ressources en eau et de l'Environnement le 28 février 2017, dans la wilaya, la direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya de Boumerdès a pris l'engagement d'alimenter avant décembre 2017 à partir de la station de dessalement de Cap-Djinet, 8 communes, dont celle de Timezrit, en H24.

Pour ce projet, l'Etat a dégagé une somme de 3 300 000 000 de dinars. Leur réponse est édifiante. «Les autorités se sont engagées sur P-V à réaliser ce vœu en 2015.» Selon eux, le projet est en situation d'abandon. Un manifestant surgit et lâche sa colère «regardez mes habits sales ! Est-ce normal que je ne puisse les laver ! Entre nous et les autorités il y a un océan !» Sur ce problème, le maire de Timezrit, Amar Brara, qui nous a joint par téléphone nous a donné quelques explications qui appuient les revendications de ses administrés.

Les manifestants affirment, par ailleurs, que les oppositions invoquées par les autorités pour justifier les retards sont un faux problème.

Selon le maire, la rénovation des routes est liée à la fin du chantier de gaz de ville. Les deux problèmes faisaient partie des revendications des manifestants qui disent que le chantier du gaz, lancé en 2013 est à l'arrêt depuis plusieurs mois.

Concernant les aménagements, les membres de la coordination nous ont dit que l'entrepreneur a décapé la route, particulièrement celle du village de Toursal, la rendant impraticable pour ensuite délaisser le chantier.

Abachi L.

DISTRIBUTION DE VIGNETTES AUTOMOBILES

Pénurie et anarchie au guichet des impôts

Des automobilistes de la wilaya de Boumerdès seront certainement réprimés par les gendarmes et les policiers à cause de l'incohérence de l'administration des impôts.

Jeudi en début d'après-midi, la veille du jour de la fin du délai accordé aux automobilistes pour s'acquitter de cette obligation, des centaines d'entre eux n'ont pu payer les droits requis en vue d'avoir ce fameux sésame. Au niveau de la poste centrale de la ville de Boumerdès, il n'y avait pas beaucoup de monde et la vente se faisait dans le calme. Mais la guichetière n'avait pas 4 types de vignettes. Au niveau de l'unique guichet de l'Inspection des impôts, nous avons constaté que plus de 150 personnes se poussaient dans l'anarchie pour arriver à acheter cette vignette. Et comme le malheur n'arrive jamais seul, il y avait pénurie des vignettes de 3 000 et 500 dinars alors que la demande y était forte.

A. L.

NAÂMA

La Chambre locale de l'artisanat organise le premier Salon de la chaussure

Photo : DR

Dans le cadre de la promotion et la valorisation de l'artisanat traditionnel, notamment les vieux métiers en voie d'extinction, la chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Naâma, a, avec la collaboration de celle de la wilaya de Tlemcen, organisé durant la semaine du 26 au 30 mars, le premier salon de la chaussure.

Les produits ont été exposés dans l'enceinte de la maison de l'artisanat de Naâma qui a abrité cette manifestation commerciale professionnelle, où, une variété de chaussures de fabrication locale a été présentée au public.

Toutes sortes de souliers, de sandales, et bien d'autres objets destinés à habiller le pied, avec différentes pointures, pour hommes, femmes et enfants, ont été mises à la disposition des visiteurs de ce salon de la chaussure, le premier en son genre.

Une bonne initiative entreprise conjointement par les deux chambres à l'effet de promouvoir davantage les métiers traditionnels en voie de disparition.

B. H.

RELIZANE

À quand le bitumage à la cité HLM d'Adda-Benada ?

A l'intérieur de ce quartier, privé de commodités urbaines notamment le goudronnage des espaces séparant les bâtiments de la cité «264», sis à la nouvelle ville Adda-Benada ex-Bermadia, à quelques bornes du chef-lieu de Relizane, un constat fait par le locataire lui-même qui se sent lésé compte tenu de l'état de ces lieux qui n'ont jamais été bitumés, et qui sont complètement ignorés et crevassés.

Cette situation est encore plus difficile en hiver quand les pluies tombent et engendrent de la boue, ainsi qu'en été où les appartements sont submergés par la poussière.

Selon un locataire : «Cela fait des années que nous attendons le bitume mais en vain et nous souhaitons, à l'instar des autres quartiers du chef-lieu, bénéficier des mêmes avantages de revêtement et de goudronnage, que les différentes cités de Relizane.»

Espérons que cette réclamation attirera l'attention des responsables pour effectuer des travaux semblables.

A. Rahmane

MÉDÉA

Des cartes de retraite pour 190 gardes communaux

Il a été procédé mardi à la distribution d'un premier quota de cartes de retraite à l'adresse de 190 gardes communaux de Médéa.

Le premier responsable exécutif de la wilaya qui a supervisé l'opération n'a pas manqué dans son allocution pour l'occasion d'évoquer les sacrifices consentis par les éléments de cette corporation notamment pendant la décennie noire et leur héroïque

contribution quant au rétablissement de la sécurité et de la quiétude dans le pays.

Selon des chiffres avancés par Bachir Messaoudane, coordinateur des gardes communaux de la wilaya de Médéa, ladite corporation compte 4 254 retraités à un niveau local qui, selon les promesses du ministre de l'Intérieur, bénéficieront progressivement de cette carte biométrique de retraite.

Dans le cadre de la prise en charge des revendications des gardes communaux , la wilaya de Médéa a approuvé 1 981 demandes dans le cadre du logement social participatif et locatif. Des aides financières ont été également consenties se rapportant au logement rural. D'autre part, il est à signaler que 636 gardes bénéficient d'une pension pour invalidité à différents degrés au moment où 65 autres ont été innocentés et ont pu profiter d'une réinsertion sociale aprés avoir été poursuivis en justice.

D'autres facilitations et avantages ont été concédés à cette frange de la société en signe de reconnaissance de leur abnégation et de leur dévouement. Nous citerons à un niveau local la concession de plus de 75 micro-crédits pour le lancement de petites entreprises en plus des rabais concernant les transports, l'assurance auto, la communication et autres.

Cependant et selon les impressions recueillies parmi les gardes communaux, le montant de la retraite est jugé fluet par les concernés qui souhaiteraient le voir rehaussé et exhortent le ministre à prendre en considération cette doléance compte tenu de la cherté de la vie et de la dégradation du pouvoir d'achat du citoyen.

M. L.